



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

La résorption des campements illicites et bidonvilles

Journées nationales des CLAT – 13 septembre 2022

La Dihal en deux mots

Cadre d'action nationale sur les campements illicites et bidonvilles :

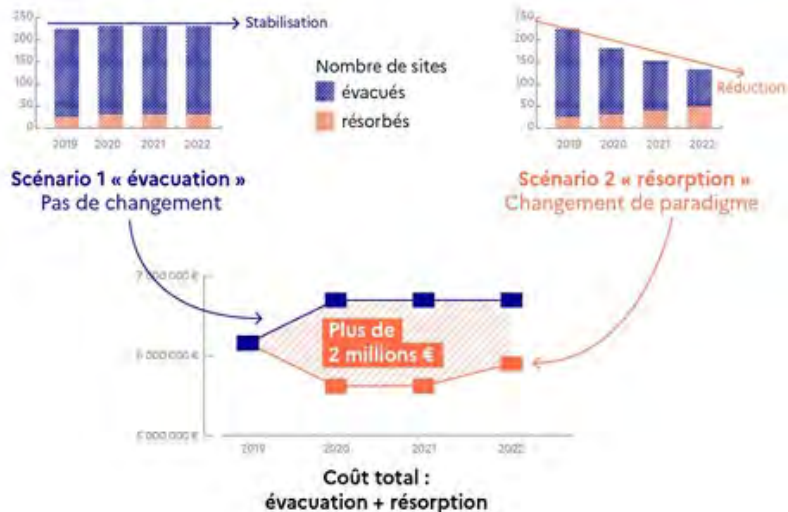
- **Instruction du gouvernement 25 janvier 2018** : nouvelle impulsion donnée à la politique de résorption des bidonvilles et campements illicites où vivent des ressortissants de pays membres de l'Union européenne
- Inscription dans la **stratégie de lutte contre la pauvreté et le Plan logement d'abord** en septembre 2018
- Un triple enjeu :
 1. **sécurité publique**
 2. **lutte contre la grande précarité**
 3. **transformation de l'action publique** : sortir du cycle des évacuations/réinstallations pour une réduction durable du nombre de bidonvilles et de personnes y vivant

Rappel des objectifs nationaux

Indicateurs	Cible fin 2021	Cible fin 2022	Cible fin 2023
Nombre de sites résorbés par an	39	49	61
Nombre de personnes relogées par an	1352	1660	2070

Le coût de la résorption VS l'évacuation

Coût annuel moyen pour un site de 50 personnes



Éléments-clefs de la méthode

- Une **approche multidisciplinaire** (non seulement insertion sociale mais aussi respect des lois de la République) dès l'implantation du bidonville
- Une action sur site le plus tôt possible pour **sécuriser les conditions de vie et prévenir les risques** (notamment accès à l'eau / directive UE)
- Une **feuille de route partenariale territoriale, site par site**, avec des **objectifs de résorption** et des **solutions adaptées et différenciées** de sorties (logement ordinaire, dispositif sas, prise en compte de besoins spécifiques...)
- Une **gouvernance, un pilotage et un accompagnement/évaluation** des actions

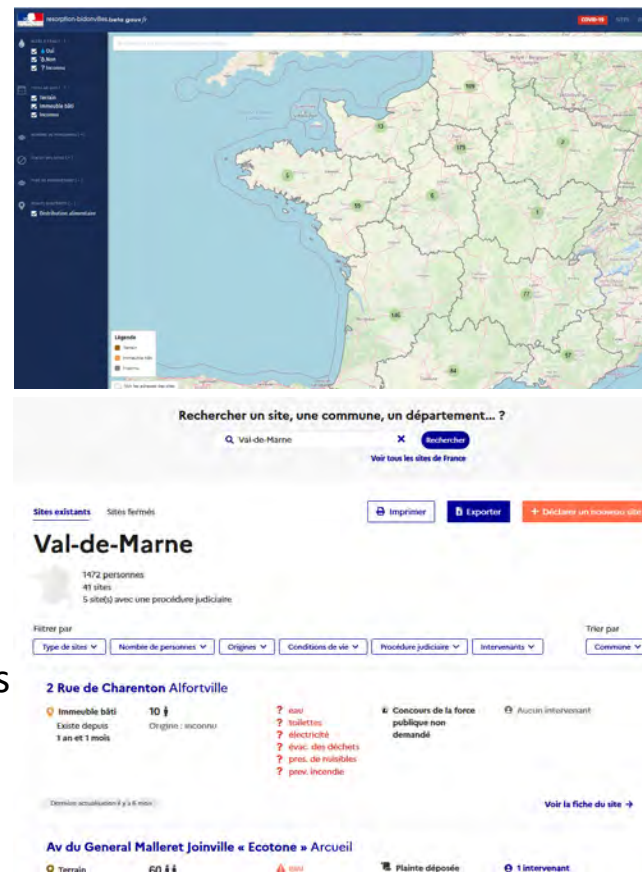
L'exemple strasbourgeois



10 bidonvilles
300 personnes
En 8 ans résorption complète
« 1 café par an par habitant »

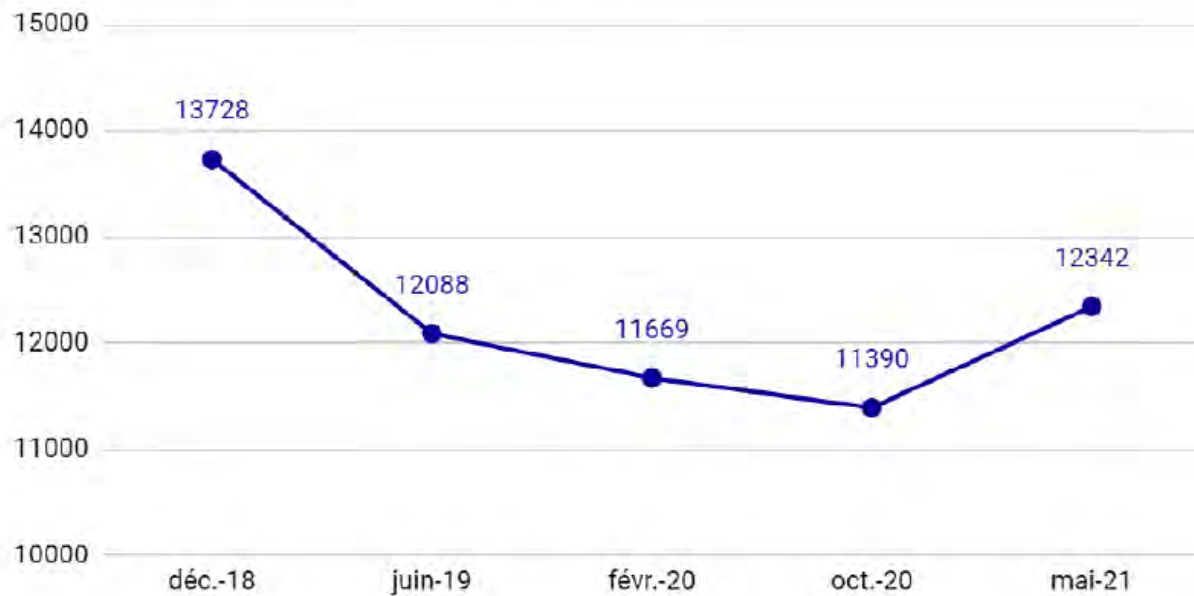
L'appui de la Dihal aux territoires

- Un **soutien financier pour le cofinancement** d'actions de résorption : enveloppe annuelle de 8 millions d'euros
- Une **plateforme numérique Résorption-bidonvilles** développée dans le cadre d'une start-up d'Etat pour suivre en temps réel les sites, pour accélérer et fluidifier la coordination des acteurs et renforcer la visibilité des actions. 1 100 utilisateurs à ce jour
- Un **appui technique** et une **expertise sur les spécificités des publics** (notamment les questions d'emprise ; partenariat avec Trajectoires), **la médiation scolaire, l'accès à l'emploi** (Sibel dans 9 départements), **l'accès à l'eau** (partenariat avec Solidarités International)



The screenshot displays the 'Résorption-bidonvilles' web application. At the top, there is a search bar with 'Val-de-Marne' entered and a 'Rechercher' button. Below the search bar, there are buttons for 'Imprimer', 'Exporter', and 'Déclarer un nouveau site'. The main content area shows search results for 'Val-de-Marne', including statistics: 1472 personnes, 41 sites, and 5 sites with a judicial procedure. There are filters for 'Type de site', 'Nombre de personnes', 'Origines', 'Conditions de vie', 'Procédure judiciaire', and 'Interventions'. Two specific sites are listed: '2 Rue de Charenton Alfortville' (Immeuble bâti, 10 \$, exists since 1981) and 'Av du General Malleret Joinville « Ecotone » Arcueil' (Terrain, 21 \$, exists since 1981). Each site listing includes a 'Voir la fiche du site' link and a list of associated issues like 'eau', 'électricité', 'protection incendie', etc.

Évolution du nombre de ressortissants européens en bidonvilles en France métropolitaine (2018-2021)



Indicateurs d'impacts

Sites résorbés*

2019 2020

18 16

* Un site (de plus de 10 personnes) est considéré comme résorbé si une solution pérenne en logement ou hébergement est mise en place pour 66 % des habitants du site.

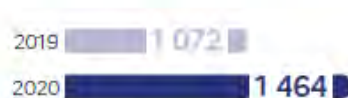
Enfants scolarisés



Personnes en emploi



Personnes ayant accédé à un logement



Données issues de la plateforme numérique *Résorption-bidonvilles* au 15 avril 2021.
Envie de savoir plus sur la plateforme ? resorption-bidonvilles.beta.gouv.fr
Vous souhaitez des informations ? un accès ? contact@resorption-bidonvilles.gouv.fr

Les dynamiques territoriales

- **Des territoires qui ont mis un terme à l'implantation de bidonvilles avec des ressortissants de pays de l'Union européenne** : 21, 37, 54, 57, 86, 67
- **Des impulsions nouvelles en faveur d'une approche globale**, sous l'impulsion de l'Etat ou des collectivités territoriales, parfois avec un effet lié au confinement : 44, 13, 59, 34, 49, 06, 33
- **Des territoires qui doivent aller au terme de la résorption** : 31, 38, 69, 74
- **Les nouvelles orientations en Ile-de-France** : départementalisation, impulsion dans le 78, le 94, le 95 et le 91

Bidonvilles à Marseille : malgré un drame, les associations constatent des améliorations

Actualité par Lisa Casaffly le 18 Sep 2020

Un homme a trouvé la mort le 15 septembre dans l'incendie d'un petit bidonville à la Fourragère. Si ce drame jette de nouveau la lumière sur ces lieux de vie ultra-précaires, la situation globale à Marseille semble en voie d'amélioration. Notamment grâce à une meilleure prise en charge par les collectivités depuis le confinement.



Montpellier : vers une nouvelle politique de gestion des bidonvilles et des squats

La Ville de Montpellier veut travailler avec les associations, qui oeuvrent au contact des habitants des bidonvilles et des squats.



La bidonville de Colonneau. (BCH) / Biscornet

Merci

Pour demander un accès à la plateforme :

<https://resorption-bidonvilles.beta.gouv.fr/>